

TOCQUEVILLE MAGAZINE

N° 745

MARDI 31 JANVIER 2012

Des éditoriaux, des informations, du courrier

DES EDITORIAUX

.....

LA FIN DE L'INTELLIGENCE

Voici un article paru dans la revue "monde & vie".

Au nom de l'idéologique égalitaire et sous couvert de lutte contre les discriminations, les idéologues de l'enseignement ont programmé la fin de la culture, de la connaissance et finalement de l'intelligence. La preuve par Sciences po ...

L'homme de l'avenir sera celui qui aura la plus longue mémoire», disait Nietzsche. Dans la chronique devenue presque quotidienne des coups portés au savoir et à la culture française, un fait retient tout particulièrement l'attention. Sciences po, un de ces objets qui sans voler bien haut n'ont jamais pu être vraiment identifiés, a annoncé dans le cadre de la réforme de sa procédure d'admission la suppression de l'épreuve de culture générale.

Cette mesure s'inscrivait dans une politique affichée de lutte contre les discriminations impulsée par son directeur bien connu, Richard Descoings. Constatant que le système scolaire français entraînait un phénomène de reproduction sociale, le prestigieux institut a fait depuis quelques années de la discrimination positive son cheval de bataille. L'objectif est d'introduire à Sciences po un tiers de boursiers, en nouant des partenariats avec des lycées de banlieue pour faciliter l'entrée d'élèves décrits comme particulièrement doués, mais dont le milieu social, familial et scolaire ne concourrait pas à l'épanouissement intellectuel.

La direction de l'institut aurait pu en rester là et attendre que la mesure produise ses effets. Mais il paraissait nécessaire à Richard Descoings d'accélérer la marche vers l'égalité réelle, quitte à faire passer par pertes et profits le rôle central de son institut dans la formation des élites intellectuelles, économiques et politiques de la France. L'élève de terminale ne sera donc plus aujourd'hui évalué sur sa culture générale et sa capacité de rédaction, mais sur des critères « d'intelligences », « d'intensité du parcours », de personnalité ou « d'engagement dans la vie associative, sportive, politique ou syndicale ».

Cette réforme soulève plusieurs graves questions. On peut d'abord s'interroger sur la subjectivité et la pertinence de tels critères. Peut-on sérieusement évaluer au cours d'un

unique entretien la capacité de réflexion et l'autonomie d'un individu? L'évaluation objective et anonyme des connaissances restreignait au moins la part d'arbitraire, que l'on peut imaginer infiniment plus grande dans l'appréciation d'une donnée très subjective: la capacité orale à passer un concours. Par ailleurs, le fait d'avoir participé à maintes compétitions sportives, d'avoir contribué au bénéfice d'activités syndicales à une opération de blocage de son lycée ou d'avoir traîné dans d'obscures réunions politiques, ne qualifie pas forcément pour exercer des responsabilités dans l'administration ou dans une entreprise. On peut également s'interroger, au vu de la composition du bureau de cet institut, si une expérience militante dans une odieuse organisation prétendument «fascisante» sera aussi appréciée qu'un engagement au sein d'une officine de soutien à l'immigration clandestine.

Descoings, adepte de la table rase

Mais ce projet porte en lui quelque chose de beaucoup plus grave. Derrière le but affiché, au demeurant très louable, de résorber les inégalités générées par un système scolaire défaillant, se cache une haine du savoir et de la culture. En cessant d'évaluer les connaissances pour ne plus prendre en compte que la personnalité du candidat, Descoings s'est révélé comme un de ces adeptes de la table rase qui justifient leurs méfaits par la poursuite d'une lubie égalitaire.

Nombreux sont ceux qui, essentiellement à gauche ou à l'extrême gauche, voient la culture comme un objet de reproduction sociale qui, jalousement gardé par une élite soucieuse de transmettre son patrimoine, permettrait de pérenniser un système d'héritiers. C'est pour cela qu'un enseignement qualifié de bourgeois devait être combattu pour permettre l'émergence d'une éducation plus « novatrice ». C'est ainsi que les idées marxistes de Pierre Bourdieu ont inspiré toute une génération de professeurs et de pédagogues soucieux d'extraire de l'école républicaine sa mission d'instruction et de transmission de la connaissance.

Voilà deux ans, Valérie Pécresse, alors ministre de l'enseignement supérieur, avait repris à son compte cette analyse et exigé des grandes écoles qu'elles cessent de faire de la culture générale un moyen de sélection, toujours dans ce souci de lutte contre les discriminations - comme si l'ascension sociale n'avait pas été possible avant que l'on mette en place de telles mesures ...

La France s'apprête donc à former des « élites » dépourvues de savoir et... de mémoire. Considérant sans doute l'histoire comme un gadget ou un outil de discrimination, Richard Descoings l'a en effet reléguée au rang des disciplines secondaires. A l'heure du règne de l'immédiat, de l'échange, la conscience de l'historicité de l'homme et la connaissance de son passé paraissent bien incongrues ...

Reste qu'une société qui oublie son histoire sous prétexte de rendre effectives certaines vues de l'esprit égalitaires, en arrive à détruire ce qui fonde sa propre cohésion. La seule injustice qui mérite aujourd'hui d'être combattue, c'est celle qui prive les jeunes générations du droit d'acquérir par l'école le legs du savoir et de la mémoire dont elles sont les héritières et dont l'absence obscurcit l'avenir -le leur et celui de toute la nation.

En voulant assouvir leurs rêves chimériques, les fossoyeurs de la culture et de l'identité de ce pays combattent en réalité l'intelligence.

• **Lucien Rabouille**

TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 30 JANVIER 2012

HARO SUR LE CAPITALISME

Si l'on cherchait un fil conducteur général dans la Pensée Unique Totalitaire (P.U.T.), on trouverait en bonne place, parmi d'autres, le combat contre le capitalisme et les capitalistes. Les candidats réels ou présumés à l'élection présidentielle se donnent joyeusement la main en la matière.

François Hollande en a fait un cheval de bataille marquant. Il a fustigé publiquement la « planète financière » et projette de punir fortement les riches pour leur enlever de leur richesse dans une idée de redistribution. La France compte au moins cent impôts importants ce qui est le double du nombre existant généralement ailleurs ; cette chape de plomb bouge en permanence et nous avons souvent dénoncé les effets négatifs de cette bougeotte perpétuelle. C'est dire la difficulté de tout chiffrage des son programme. Certains calculs aboutissent à constater que 15% de la population serait fortement agressées de diverses manières : droits de succession, ISF, impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, dividendes, taxes sur les bénéficiaires des banques et autres projets ; ces 15 % sont des créateurs : entrepreneurs, artistes, etc. Remarquons au passage que le candidat socialiste épargne soigneusement dans ses projets le monde politique alors que sur la toile apparaissent régulièrement les gains fabuleux et largement défiscalisés de tel ou tel Prince de la politique.

Du côté du pouvoir en place depuis non seulement 2007 mais aussi bien avant, la chasse aux riches et aux capitalistes est aussi ouverte. Lors de la sortie du programme Hollande, ce pouvoir rêve tout haut de la taxe Tobin ; faute d'oser la mettre en place avant d'autres pays en France il recule. Dans sa furie taxatoire, il vient d'annoncer pour février une taxe spéciale à l'achat de toute action d'une entreprise française à quelque'endroit dans le monde que cet achat se produise ; il faudra expliquer clairement ce qu'est une « entreprise française ». Au bout du processus, il y aura des délocalisations et une atteinte grave au marché financier de Paris.

Ce même pouvoir a, certes, organisé le bouclier fiscal. Toutefois le tableau global reste très négatif. Si l'impôt sur le revenu a été légèrement atténué une foule d'autres impôts ou pratiques administratives ont attaqué les riches. Le refus des fonds de pension aurait pu sauver les retraites et est le signe de la méfiance vis-à-vis du capital. Le rabetage des niches fiscales est présenté comme une mesure d'économie : c'est un mensonge car il en résulte de nouveaux impôts pour des gens qui échappaient jusqu'ici.

ATTAQUES CONTRE LES ENTREPRISES

Le président a popularisé les attaques contre les entreprises en proposant publiquement la règle du tiers des bénéfiques : un tiers des bénéfiques aux salariés, un tiers à l'investissement et un tiers aux actionnaires ; c'est une agression en règle, car non seulement en droit mais en bonne logique les actionnaires sont seuls juges de l'emploi de leurs bénéfiques quand il en existe ; au surplus, pour développer les entreprises seules capables de créer de la richesse et des emplois il faut que les actionnaires s'enrichissent soit par capitalisation soit par des dividendes. Les racines de ces pratiques sont anciennes ; c'est le Général de Gaulle qui, le 17 août 1967, signait l'ordonnance instituant la participation des salariés aux bénéfiques ; dans l'exposé des motifs, il était question de la « loi d'airain » du capitalisme (sic) ; depuis lors le système dans la légendaire tradition « bourreaucratique » française est devenu très complexe, beaucoup de gouvernements ayant ajouté des tuyauteries à l'usine à gaz en construction.

Les gains des banquiers sont sur la sellette avec des techniques que le public ne comprend pas forcément : bonus, parachutes dorés, stock-options, primes de départ, retraites-chapeaux, etc. Tous ces termes font allusion à des contrats extrêmement compliqués et parfois incertains dans leurs effets. Exemple : des stock-options n'ont de la valeur que, si le jour de l'exercice du droit à souscrire les actions, celles-ci ont elles-mêmes de la valeur ; de ce fait beaucoup de stock-options contractées il y a quelques années n'ont plus aucune valeur aujourd'hui.

Le fil conducteur de tous ces assauts est l'idée pour les politiques de se défaire de leur propre responsabilité dans la crise. A cette fin, ils accusent mensongèrement et pêle-mêle les banques, les spéculateurs, les capitalistes, les riches présentés comme des méchants. Ils n'hésitent pas à parler de « moraliser » le capitalisme, ce qui est surprenant pour des personnages ne se signalant pas toujours par un excès de moralité et ruinant les populations par leur luxueux carriérisme.

Les attaques contre le capitalisme trouvent aussi leur source dans l'ignorance de ces gens envers le rôle fondamental du capital qui est indissolublement lié au travail. Dans le Livre de la Genèse, on lit qu'Abel avait de beaux troupeaux ; c'était le premier capitaliste connu de l'histoire des hommes ; son frère Caïn au lieu de l'imiter trouva plus simple de le tuer : il était le premier socialiste connu.

CAPITAL ET TRAVAIL

Pas de travail possible et continu sans capital et pas de capital fructueux sans force de travail. Bien entendu dans l'idéologie ambiante se trouvent les séquelles du marxisme avec la lutte des classes et l'idéologie égalitariste. Un des aspects de cette « P.U.T. » est la lutte contre les spéculateurs supposés à la racine de tous les maux ; voici une imposture de plus ; tout acte économique quel qu'il soit comporte une part de spéculation ; l'acheteur d'un logement, certes, se préoccupe de savoir si le logement lui convient : il s'enquiert aussi des perspectives de la valeur dans les temps futurs ; la spéculation est l'acte rationnel de quelqu'un qui organise à son profit le temps futur. Les spéculateurs sur les marchés financiers rendent grand service aux autres en prenant des risques que tout le monde ne peut assumer.

Les offensives contre les banques et leurs dirigeants font partie du tableau. Elles sont accusées à tort d'être à l'origine de la crise des subprimes ; or il est avéré que c'est le gouvernement américain qui les a amenées pour des raisons idéologiques à prêter à des gens qui n'avaient pas les moyens d'emprunter pour acheter leurs maison ; certes, par des pratiques complexes, elles ont diffusé les mauvaises créances dans le monde entier ; mais ici se retrouvent les politiques, car la Fédéral Reserve Bank américaine a inondé le système d'argent facile tout en jouant le rôle de prêteur en dernier ressort, ce qui poussait à la faute.

Le fait que les mastodontes bancaires soient des entreprises sans propriétaire défini et dirigées par des salariés de très haut niveau a facilité la catastrophe. Il est peu connu qu'en France une banque ancienne et de structure essentiellement familiale n'a pas eu de prêts toxiques lors de cette folle période. Il est évident que les banques devraient être libres de leurs activités sous la responsabilité sévère de leurs dirigeants.

En arrière plan se trouve le rêve insensé d'un capitalisme sans capital avec en conséquence la taxation de l'épargne. Or, c'est l'inverse qui doit être recherché. Le capital est l'ossature indispensable de l'enrichissement général. Une forte capitalisation des entreprises leur permet de se projeter dans l'avenir et de bien gérer le temps. IBM a failli succomber ayant raté le virage des petits ordinateurs. Elle a pu se reconvertir dans les services grâce au matelas financier accumulé pendant les périodes fastes.

Quelles sont les conséquences de cette chasse en meute contre les riches, les spéculateurs, les banques et plus généralement la planète financière ? L'énumération est courte mais désolante : chômage, panne irrémédiable de croissance, délocalisations, paupérisation et prospérité insolente des restos du cœur... .

Il existe une route grande ouverte pour sortir du piège et elle a été souvent décrite dans ces flashes. Encore faut-il que quelqu'un de sincère et crédible veuille l'emprunter.

Michel de Poncins

**CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (C L E)
5, rue Dufrenoy 75116 PARIS**

**NOUS AVONS L'HONNEUR DE VOUS INVITER À
LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

LE VENDREDI 24 FEVRIER 2012 à 18 H 30

Salle de l'Asiem 6 rue Albert de Lapparent 75007 Paris

et aura pour sujet

**POURQUOI LES ÉOLIENNES SONT UN DANGER POUR LA
FRANCE.**

Il sera traité par

MONSIEUR JEAN-LOUIS BUTRÉ

Auteur d'un livre sur le sujet

Le Président, Michel de Poncins

Paf : 15 euros

DES INFORMATIONS

Nous transmettons les informations telles qu'elles nous parviennent et indiquons quand nous la connaissons l'origine de l'information. Nous laissons aux lecteurs le soin de tirer leur propres conclusions.

.....

L'ENRICHISSEMENT PERSONNEL DES ELUS

François Hollande dit détester les riches. Il doit se détester lui-même car voici ce qu'on lit sur la toile au sujet de sa richesse.

Voici en effet les vrais revenus annuels de François Hollande, Député de Corrèze et maire de Tulle (16 000 habitants) (hors donc les autres revenus du patrimoine Immobilier, financier ou autre....

Indemnité parlementaire.....	63 090,96 €
Indemnité de résidence.....	1 892,76 €
Indemnité de fonction défiscalisée.....	16 246,56 €
Indemnité de frais de mandat.....	73 344,00 €
Indemnité pour collaborateurs.....	102 636,00 €
Indemnité de téléphone et courrier.....	79 320,00 €
Indemnité de maire de ville moyenne.....	28 118,88 €

TOTAL : 364 649,16 €

Ajoutons qu'une grande partie de ces gains ne paient pas l'impôt. Pour comparer à un particulier gagnant honnêtement sa vie il faut appliquer un coefficient inconnu qui majore sensiblement le total.

LE FMI ET LES 500 MILLIARDS

Le FMI cherche 500 milliards pour sauver la zone euro. Il a déjà 500 milliards de dollars ; il lui en faut donc davantage en 2012, pour « doper » sa puissance de frappe. En fait, il s'agit d'anticiper une aide à l'Italie ou à l'Espagne : cette anticipation ne peut que pousser ces deux pays à la faute.

Le drame est que plus il versera d'argent, plus il en faudra : c'est le coup de l'aide à la Grèce élargie au continent de 500 millions d'habitants. Rappelons que l'aide à la Grèce ruine le pays et les Grecs sans les aider du tout.

Cet argent dont Madame Lagarde rêve n'a comme seul intérêt de consolider sa propre puissance. En cas de succès dans la démarche, il sera largement enlevé par la force fiscale aux européens en les ruinant au passage.

Heureusement les USA et la Grande-Bretagne rechignent à payer ainsi que les pays émergents.

Cette tentative s'apparente à la fabrication de papier-monnaie c'est-à-dire à l'inflation seul moyen pour les politiques de payer leurs dettes abyssales.

LE SERVICE MINIMUM DANS LE TRANSPORT AERIEN

Comme toujours le pouvoir socialo réagit à l'événement par une mauvaise réponse.

On se souvient de la période des fêtes où une poignée vraiment criminelle de syndicalistes ont déclaré la guerre aux vacanciers. L'horreur était accrue par les fêtes. Or, n'a-t-on pas aussi des raisons de voyager hors des fêtes ?

L'opinion est donc conditionnée pour accepter l'idée d'un service minimum.

C'est évidemment une arnaque. D'abord le service doit être maximum en tout temps. Ensuite la grèveculture atteint gravement la croissance c'est-à-dire la richesse générale et l'emploi en conséquence. Les salariés grévistes eux-mêmes en souffrent sans le savoir.

Pour un avantage momentané et provisoire, ils attaquent la prospérité des compagnies qui,leur donnent la pain. Seuls les chefs syndicalistes enrichissent dans l'opération faisant leur miel du malheur des autres.

COURRIER

L'importance du courrier est telle que nous ne pouvons pas y répondre directement. Quand nous le reproduisons, il n'engage que la responsabilité de leurs auteurs. Il arrive que nous répondions sous la forme d'un NDRL.

Pour nous écrire : micheldeponcins@orange.fr

EUROPE DICTATURE

Merci, cher Monsieur, pour votre dernier message « européen ».

Je suis entièrement d'accord avec vous sur cet état des lieux . . .

Mais, comment peut-on en sortir sans une véritable révolution ?

Encore Merci

Bien cordialement.

Guy Thiébaud

Cher ami

Une fois de plus votre magazine dit vrai. Le seul malheur est, de toute évidence, le maintien de votre réflexion "sous le boisseau" par "le mur du silence" imposé à toute déclaration dénonçant l' U.E. et ses vices, mur établi, construit virtuellement mais très réellement par les mêmes sbires de la Révolution multiforme qui sévissent depuis 1789 à travers mille et un méandres. Vous ne risquez pas d'être invité par les médias dans leurs grandes émissions de débats politiques à la TV ..

On peut dire au passage, considérant les faits d'actualité politique liés à la Présidentielle, que les seules flèches qui parviennent à passer au dessus de ce mur, sont celles qu'arrive tant soit peu à tirer Marine Le Pen contre cette dictature. Il y a aussi le travail très solide et sérieux effectué par l'Action Familiale et Scolaire, dont un des derniers numéros spéciaux de sa revue était consacré au Mondialisme, dossier mettant magistralement en évidence les tenants et aboutissants de ce fantastique complot mené toujours par les mêmes, essentiellement antichrétiens et Franc-maçons, relayés par des complices divers inscrits dans des organisations qui grouillent autour des principales.

La plus récente invraisemblance qui montre combien les dictateurs européens sont habiles

pour manipuler les dirigeants des pays et les convaincre ou, pire encore, faire en sorte que de nouveaux dirigeants acquis à la dictature européiste viennent au pouvoir, est le vote du référendum en Croatie qui vient d'adhérer à l' U.E., bien que le taux d'abstention ait atteint 40%.

Vous concluez en disant que "l'avenir nous dira" si l'Euro et l'Europe vont éclater. Certes il importe de se placer devant cette perspective, mais il devient de plus en plus criant que, malheureusement, les forces contre-révolutionnaires demeurent à la fois très isolées, peu rassemblées, trop marquées, je dirai, comme l'ensemble de la population, par le travers social induit par "la laïcité" anticatholique, consistant à ce que la plupart des résistants au mal politique et social, soient très divisés entre eux, sans avoir conscience pour beaucoup d'entre eux, qu'ils vivent en étant conduits par une mentalité de vie "en isolé", venant souvent aujourd'hui de la sorte de crainte panique qui travaille les esprits et les pousse à ne pas entrer facilement en relation, même avec des personnes qui leur montrent une ouverture d'esprit et de coeur annonçant une disponibilité à la création d'organisations solides, foncièrement catholiques.

Partant de ce constat, il est tristement évident que l'essentiel des moyens restent aux mains des dictateurs et de leurs complices. Il faut en sortir, mais sûrement pas en demeurant dans l'isolement généralisé qui tient notre société dans des liens étouffants.

Avec l'espoir de pouvoir participer à ma petite place, à la mise en oeuvre de ce réveil si indispensable à l'avenir serein de la France

Bien à vous en toute amitié.

Alexandre Lauro

Cher Monsieur de Poncins,

Concernant la troisième ruine, il serait nécessaire de repartir des tablettes des dix commandements en rasant toutes les lois existantes actuelles, lesquelles en se contredisant, servent les plus grand criminel fiscaux (entre-autres) visant à ruiner notre pays et asservissent ainsi nos citoyens.

Concernant la couleur de la cravate du partisan socialiste au poste suprême, les commentaires du peuple à la sortie de son récent discours me fait penser comme vous, à savoir que les poissons haranguer juge sur le ton de la cravate (et non sur le thon, la cravate) et non sur le fond.

Mais profitons encore de nos possibilités d'échanger nos avis tant que ces derniers ne sois pas interdits par la perte discrète de notre liberté d'expression, futures lois en route...

Vous lisant, je me sent moins seul dans la bergerie des crédules, bien que je me dirige vers l'abattoir comme tout le monde.

Bonne continuation!

Jérôme Viennot

jviennot@orange.fr

Merci pour votre article qui pourrait également citer comme source de ruine pour les pays européens la politique de l'euro fort voulu par Berlin.

L'euro fut créé à parité avec le dollar, il vaut aujourd'hui 33% de plus sans que cette évolution soit due à un différentiel de productivité, de plus les USA tempêtent contre la Chine qui maintient sa monnaie à un niveau notamment sous évalué, comment peut on conserver une industrie et ses emplois avec de tels différentiels de change. Et Sarko prétend redonner de la compétitivité avec la TVA sociale, mais quel taux faudrait il lui appliquer pour compenser une telle casserole à notre queue.

Cette politique vient du refus de toute inflation qui se traduit par l'interdiction pour la BCE de frapper la monnaie, d'où l'attrance des investisseurs pour cette monnaie stable, outre cette question de la fuite des emplois et du know how qui va avec, ce qui lui rend un caractère à peu près irréversible, s'y ajoute l'impossibilité pour un état de la zone euro de réduire sa dette par la dévaluation sans créer les conditions de la récession, voyez la Grèce qui se porterait mieux si elle dévaluait, l'effet sur son tourisme serait immédiat car cette industrie est constituée pour l'essentiel d'une valeur ajoutée locale avec peu d'effet inflationniste.

Sur un autre registre, je vous ferai prochainement une communication sur les effets calamiteux de l'immigration sur la démographie mondiale et sur les crises économiques que personne n'ose aborder.

Cordialement.

P. Sicart

Monsieur de Poncins,

Entièrement d'accord avec vous : cette dictature "europe" ce grand machin comme disait déjà de Gaulle est notre ruine.

Moi je dis et répète depuis des années que l'on a fait une "Nomenklatura" comme en Russie dans les années 70/80, le drame pour nous est comment en sortir ? Il ne reste plus qu'aux Eurocrates de créer leurs propres magasins comme en Russie à l'époque.

Comment fonctionne le système américains avec 48 états ?

En 1995, déjà, j'ai dû subir en fabrication mécanique une norme imposée par l'europe : l'achat des documents (une pile de 95 cm de haut en a4!) 2500 Fb, désespérant à lire...alors qu'en fait un résumé lisible en 10 minutes donnait les grandes lignes = l'abc de la sécurité de l'équipement fabriqué pour éviter des blessures humaines !!!

A se flinguer qu'en on sait en plus que cette pile de document, presque un mètre de haut, a été traduite en plusieurs dizaines de langues ! Un vrai scandale.

Cordialement,

Ir. Gaston Vander heyden
vandergast@skynet.be

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE